

## EDITORIAL

### Garder le contact... à distance

**E**n ces temps d'épidémie et de confinement, la Fédération 3977 avec ses centres est confrontée, comme chacun, à de multiples difficultés.

**L'interruption des visites des proches dans les Ehpad** a évidemment été douloureusement ressentie par tous. Aucun doute que les résidents (comme d'autres personnes vulnérables à domicile) sont particulièrement exposés à des formes graves d'infection par le Covid 19, et on ne peut que se ranger à la décision générale de confinement qui s'applique à eux aussi. Mais on a en tête la précarité psychologique de ces personnes, que nous rappelle une étude récente<sup>1</sup>, et la mise en œuvre aveugle de cette mesure globalement justifiée (exemple d'un refus de visite aux enfants pour une résidente en toute fin de vie) rappelle la nécessité impérieuse d'une réflexion éthique chez les professionnels et d'une adaptation au cas par cas, lorsque c'est nécessaire.

**M**ême si la Fédération n'a pas reçu jusque-là d'appel à ce sujet, on ne peut passer sous silence la menace liée à **l'extrême promiscuité en milieu carcéral, et dans les centres de rétention pour les étrangers sans papiers**. Cette situation concerne d'ailleurs aussi le personnel de ces établissements. Il semble bien s'agir d'une forme sociétale de maltraitance, la protection de la santé des uns et des autres étant l'objet d'une discrimination.

**M**ais ce confinement accroît aussi les situations de **vulnérabilité des populations à domicile**, les aides dont elles disposaient jusque-là étant restreintes, parfois sans réelle justification. De toute façon **l'isolement** fréquente de ces personnes est accru par le confinement. Outre ce risque de négligence le confinement peut engendrer des violences intra familiales ou réactiver des violences plus anciennes.

**L'activité de la plateforme 3977 a pu être préservée** grâce à l'initiative et aux capacités d'adaptation des salariés, qu'il faut saluer. Une permanence des salariés en télétravail prend les

coordonnées des appelants, et une autre permanence des écoutants disponibles de la plateforme, à laquelle se sont joints plusieurs bénévoles des centres, en télétravail, rappelle chacun pour recueillir les informations nécessaires à l'ouverture d'un dossier le cas échéant et donner les premiers conseils et le soutien psychologique. Les situations pressantes sont l'objet d'une concertation et au besoin d'une intervention, au cas par cas. Bien entendu, comme habituellement, la Fédération réoriente les éventuelles urgences.

**Beaucoup de centres sont confrontés à de multiples difficultés** : ceux hébergés dans des établissements de santé ou médico-sociaux ont souvent dû interrompre leur activité. La situation de bénévoles, notre ressource principale, justifie la mise en œuvre du confinement, et la plupart des centres ne disposent pas de la logistique permettant d'organiser rapidement une activité à distance. Toutefois, la plupart des situations pour lesquelles nous sommes sollicités perdurent depuis des mois, et il paraît le plus souvent possible de temporiser pour autant que les situations pressantes soient identifiées et qu'elles fassent l'objet d'une intervention, le cas échéant.

**Par ces temps difficiles, qui devraient durer, les maltraitements ne disparaissent pas.** Les appels reçus ces jours-ci le disent bien, accrus par ce contexte inquiétant : Il nous faut parer au plus pressé, et aussi nous préparer aux défis qui nous attendent dès que l'épidémie se sera éloignée. D'ici là, les présidents de centre auront à cœur de prendre des nouvelles des bénévoles. Mais malgré cette « distanciation sociale » dont on nous parle tant (alors qu'il s'agit bien d'une distanciation physique), il n'est pas question de rompre nos liens sociaux ! **Restons en contact et renforçons la vie de notre maison commune !**

Le bureau fédéral  
Pierre Czernichow - Président  
Dominique Riché - Vice-présidente  
Claude Lepresle - Vice-président  
Yvette Cloix - Secrétaire  
Pierre Boutin - Trésorier

<sup>1</sup> Abdoull-Carime S. Un tiers des personnes âgées vivant en établissement sont dans un état psychologique dégradé Etudes et résultats n° 1141 janvier 2020

## Séminaires écoutants

Fin novembre et début mars, deux séminaires ont réuni à **chaque fois une trentaine de participants** pour l'essentiel des écoutants des centres et de la plateforme 3977.

Des exposés stimulants, et des ateliers animés sur des situations concrètes issues de l'expérience des uns et des autres ont favorisé les échanges et rapproché les participants. Ce fut aussi l'occasion de réfléchir sur l'écoute, sa dimension relationnelle, son contexte juridique et le recueil des données indispensables.

Réfléchir et échanger sur nos pratiques a conduit à envisager des évolutions.

## Conseil fédéral reporté

Le premier effet de cette épidémie aura été de contraindre au report du Conseil fédéral de mars.

Nous espérons que l'évolution permettra de réunir cette instance indispensable avant l'été. Dans cette attente, nous allons faire circuler les documents essentiels permettant d'alimenter les réflexions et les échanges par mail ou par téléphone : chapitres du rapport d'activité 2019, comptes 2019, projet 2020, budget 2020.

Les statuts en vigueur ne permettent pas de prendre des décisions à distance, mais au moins peut-on profiter de la situation (si l'on peut dire...) pour préparer au mieux cette réunion attendue.

## AGO & AGE reportées

Les deux assemblées (ordinaire et extraordinaire) prévues début avril ont évidemment été reportées : Outre l'intérêt habituel de nous réunir largement pour échanger sur nos activités et nos projets, l'AGO adopte les comptes passés, et le rapport d'activité, conditions nécessaires pour le versement de la subvention annuelle à la Fédération.

Cette année, à titre exceptionnel, la DGCS a accepté le principe de recevoir un rapport d'activité provisoire 2019, et nos comptes 2019 avant approbation, et d'en tenir compte pour le **versement de cette subvention** : nous sommes sensibles à cette mesure d'exception qui permet d'éviter de recourir à un emprunt.

Un autre enjeu d'importance pour nous est l'adoption de

**nouveaux statuts** qui nous permettront une ouverture accrue à nos partenaires (création d'un 3<sup>ème</sup> collège), de prendre en compte les liens d'intérêts des membres, et de moderniser notre organisation interne. Le report de cette AGE nous donne un peu plus de temps pour lire les propositions, réagir et contribuer à une version finalisée à débattre et adopter cet automne, nous l'espérons.

## Mission de coopération entre centres

Bernard Crozat, président d'Alma 38, était pressenti pour rejoindre le Bureau fédéral, mais cette proposition n'a pu encore être actée pour cause de Covid 19. Le bureau lui a donc proposé une mission portant sur les conditions à mettre en œuvre pour permettre les **coopérations entre centres proches** après un bilan de l'existant, l'identification des facteurs favorisant et freins, les thématiques possibles (sensibilisation, communication, formation, certains partenariats...).

Les avancées représentées par Auralma constituent un atout dans ce sens.

## Soutenir les centres fragiles

Comme chaque année la Fédération est interrogée par la DGCS sur la situation de certains centres dont l'activité est jugée faible (en particulier les suivis) parfois liée à un retard de saisie. L'enjeu est le maintien de la subvention versée par la DDCS à chacun.

De notre côté, nous sommes préoccupés par d'autres fragilités en matière de communication, d'actions de sensibilisation ou de partenariats. La réunion des présidents de centres en décembre dernier a d'ailleurs avancé sur les critères et indicateurs qui pourraient permettre de suivre la « bonne santé » des centres (compte-rendu en instance de diffusion).

Le bureau fédéral souhaite faire évoluer cette échéance « subvention/pas de subvention » en proposant aux centres concernés un contrat annuel, liant le centre, la DGCS/DDCS et la Fédération, comportant quelques **objectifs concrets**, l'adoption de ce contrat permettant le **maintien de la subvention**. La Fédération s'engagerait alors dans le soutien et le suivi des centres concernés.

---

Mentions / 3977 La lettre de la Fédération.

Fédération 3977 contre la maltraitance

163 rue de Charenton – 75012 Paris

Directeur de publication : Pierre Czernichow

Graphisme : RESI

Reproduction interdite sans autorisation

© Décembre 2019 -Fédération 3977

